

13 juin : mobilisation générale !

Après les mobilisations du 29 janvier, du 19 mars, du 1^{er} mai unitaire, des manifestations européennes de mi-mai à Berlin, Barcelone, Prague et Bruxelles, des actions du 26 mai, se prépare une nouvelle journée nationale le samedi 13 juin.

Ces manifestations ont rassemblé des millions de salariés venant du privé, du public, de grandes entreprises, des petites et moyennes entreprises, des retraités, des chômeurs et des étudiants. L'ampleur de ces manifestations, soutenues par une large majorité de la population, démontre, au-delà de l'inquiétude, la détermination des salariés à obtenir des réponses concrètes.

La 26 mai aura été une journée de mobilisations décentralisées marquée par des grèves, des manifestations, rassemblements, pétitions..... À la route, c'est le 19 mai qui a été choisi. 400 militants CFDT de la route ont réussi à bloquer Rungis pour faire pression sur les prochaines négociations salariales, les salariés de la route ne voulant pas être sacrifiés sur l'autel de la crise.

Plutôt que de répondre à la demande sociale, le gouvernement continue de manier le double discours. Contre le dumping social quand il s'agit d'attirer l'électeur pour les européennes, pour la régulation et la moralisation du capitalisme au G20, mais quand il s'agit de passer du discours aux actes, on se retrouve avec des propositions de prêt de main d'œuvre en laissant les employeurs libres de l'organiser à leur guise, un amendement (pour l'instant rejeté par la commission des affaires sociales du Parlement) visant à permettre aux salariés de poursuivre leur activité professionnelle, via le télétravail, pendant un congés maladie, maternité, parental. Le gouvernement, devant le tollé suscité, s'est déclaré défavorable à cet amendement. Mais pour combien de temps ? Ne s'agissait-il pas d'un ballon d'essai ?

Dans la même logique, c'est aujourd'hui, au nom de l'emploi et du pouvoir d'achat, que le gouvernement s'entête à vouloir déréglementer le travail du dimanche. L'ouverture des magasins le dimanche coûtera des milliers d'emplois dans le petit commerce de proximité sans pour autant créer de l'emploi ailleurs. C'est en augmentant les salaires qu'on relancera la consommation et l'emploi qui va avec, pas en augmentant le nombre de jours pour faire ses courses.

Et comme le gouvernement n'emporte pas l'adhésion des organisations syndicales, il tente le passage en force par la loi. Là encore, du discours aux actes la distance est importante : le dialogue social, c'est quand cela arrange le gouvernement, pour cette fois, il s'assoit (une nouvelle fois) sur la loi du 31 janvier 2007 sur le dialogue social votée par sa majorité.

Le dialogue social, c'est ce que réclament les organisations syndicales pour faire respecter le droit des salariés dans cette crise qu'ils payent au prix fort alors qu'ils n'en sont pas responsables. Le dialogue social, c'est ce sur quoi s'assoient le patronat et le gouvernement, prenant le risque de la multiplication des actions violentes et désespérées.

Le samedi 13 juin 2009, alors que la crise continue à s'aggraver, que le chômage continue à progresser à un rythme de 3 000 chômeurs de plus chaque jour, il faudra participer massivement aux manifestations, pour obtenir et imposer au gouvernement et au patronat un changement de cap et des réponses concrètes sur le pouvoir d'achat, l'emploi, les services publics.

